De l'idéologie à la technique

La constitution des collections en bibliothèque publique

par Claudine Belayche

Présidente de l'ABF

Pourquoi cette tentative de réflexion aujourd'hui sur un sujet dont on parle finalement peu en bibliothèque, ou du moins sur lequel les écrits en France ne sont pas légion (même si quelques ouvrages ou articles sont parus récemment) et sur lequel les enseignements ont depuis longtemps montré une certaine carence ?

Finalement les bibliothèques sont peut-être à une croisée des chemins : après une grande décennie d'expansion (elles portaient de très loin), on ne peut qu'observer aujourd'hui une stagnation, dans le meilleur des cas, et parfois une récession dans les moyens alloués par les collectivités publiques et privées pour le fonctionnement des établissements dont elles ont la charge. Stagnation ou diminution de moyens financiers pour les achats, accompagnés et accompagnant la diminution des personnels chargés de les gérer. En même temps les besoins semblent augmenter, ou du moins sont plus évidents, plus visibles et s'expriment d'autant plus que les bibliothécaires ont œuvré pour ouvrir les établissements et les faire sortir de la confidentialité des années cinquante. Alors quelles priorités ? Quels choix ? Sur quelles bases ? Sur quels objectifs ?

Dans les textes « fondateurs », en l'absence de loi ou de missions clairement

explicitées par les décideurs politiques, référence est faite au développement de l'information, de la formation, des loisirs et de la culture : sans « priorisation » de l'un ou l'autre. Il est vrai que toute priorité est véritablement, au sens noble du terme, idéologique ou politique. Alors comment constituer une collection, définir une politique documentaire comme le stipulent les statuts des conservateurs et bibliothécaires si les bases de cette politique ne sont pas énoncées ?

La littérature bibliothéconomique, ces dernières années en France, nous vient souvent d'outre-Atlantique : y sont décrites des méthodes d'évaluation, des méthodes de mesure de taux de rotation, de taux de satisfaction... à partir d'une utilisation bien comprise des données statistiques que peuvent fournir les logiciels intégrés de gestion de bibliothèque.

Ce qui est très peu explicité, me semble-t-il, c'est le postulat de constitution des collections : en substance, quelle place relative est faite à la pression de la demande des lecteurs, des prescripteurs, des enseignants... (car de nos jours on peut effectivement parler de pression du public) par rapport à celle faite à des critères intellectuels posés par les bibliothécaires ?

Il est évident que les collections des bibliothèques aujourd'hui, si l'on s'en tenait au strict calcul de taux de rotation des fonds, paraissent inadaptées au public qu'elles sont censées toucher : les enquêtes récentes et plus anciennes confirment que 20 % des collections représentent les 95 % des collections utilisées, et ce en BM ou en BU. Les enquêtes diligentées par l'Observatoire de l'économie du livre, dans six BM et trois BU, le confirment de façon éclatante. Il y a donc là une contradiction, que je crois, on peut tenter d'expliquer.

Pendant de longues années les bibliothécaires se sont peu préoccupés de leur public ou plutôt se sont peu préoccupés d'élargir leur public. Dans les statistiques des années cinquante on peut aisément voir que des taux de fréquentation de 100 inscrits (dans une BM de ville de 30 000 habitants) n'étaient pas rares. Le public était parfaitement cerné, on sait même que dans certaines sections d'étude il fallait être parrainé par deux inscrits, pour obtenir une carte... La « reproduction » du public – en quantité parfaitement maîtrisée – aux besoins et aspirations bien identifiés et contrôlés était ainsi assurée : ce qui garantissait également au bibliothécaire une certitude que les collections qu'il constituait (sous le contrôle d'un comité prévu par les textes réglementaires) correspondaient

ACHÈTENT...

bien aux demandes. Là aucune divergence entre la prescription, l'idéologie sous-jacente à la constitution de la collection (des livres pour l'homme érudit, cultivé et une culture à base d'humanités) et la demande du public, qui ne pouvait que renforcer cette tendance. La bibliothèque était clairement un lieu de conservation, non seulement des documents, mais aussi de la transmission du patrimoine littéraire dans ce qu'il avait de plus construit.

L'ouverture large des années soixante-dix, l'irruption (d'aucuns diront aujourd'hui l'invasion) de publics différents, pas nécessairement en demande de la même culture, a été souhaitée fortement mais elle obligeait à repositionner le bibliothécaire entre son rôle de prescripteur et celui d'un responsable de service public (d'ailleurs mal défini puisque aucune loi ne vient fixer les missions de ce service public). Il est devenu de plus en plus évident que si service public veut dire aussi service aux publics, suivi de leurs demandes, il y a divergence dans les objectifs. Les bibliothèques publiques anglaises assu-

ment largement cette contradiction et proposent des collections de (très) grande consommation qui font souvent frémir nos collègues français en même temps qu'elles sont capables de fournir n'importe quel ouvrage plus spécialisé à la demande.

L'étude de Madeleine Deloulé sur les acquisitions de romans dans des bibliothèques municipales de banlieue parisienne montrait comment, à partir de postulats identiques sur le choix de ces romans – suivi de critiques littéraires... – les choix finaux étaient relativement dispersés, bien que donnant une impression de similitude. Ce qui était évident aussi est le choix des bibliothécaires des revues critiques dans lesquels ils trouvaient leurs propositions : là, très grande homologie, dans le sens d'un accord global sur *Le Monde des livres*, *La Quinzaine littéraire*... rarement *Elle*, *Jeune et jolie* ou *Biba* dont tous nous savons qu'ils sont les magazines qui ont le plus grand succès en bibliothèque (ou d'autres de ce type).

Je pourrais prendre également comme autre exemple celui des vidéogrammes en bibliothèque : d'un choix strictement documentaire, aidé par la Direction du livre et de la lecture, les choix de vidéo dérivent vers une adaptation aux demandes du public et c'est ainsi que les statistiques, squelettiques sur les prêts ou consultations sur place de cassettes U-matic, révèlent que les prêts explosent depuis quelques années, depuis que le choix est beaucoup plus ouvert sur les films de fiction grand public¹.

Au final la question serait celle-ci : toutes les réflexions sur les plans de développement des collections, les propositions de formules mathématiques élaborées² sur ces développements, n'occulent-elles pas fondamentalement le débat sur : quelle « culture » veut-on transmettre dans les bibliothèques ? J'irais jusqu'à écrire quel « message » ? Quel équilibre les bibliothécaires sont-ils prêts à accepter entre les demandes réelles des lecteurs qu'ils tentent de faire venir (les faibles lecteurs, les catégories socio-culturellement défavorisées) et la proposition de collections « pluralistes, équilibrées » s'adressant à tous les niveaux de lecture qui sont en théorie bibliothéconomique enseignés³ ?

Alors que, pour la première fois depuis que ces statistiques existent, les chiffres publiés par la DLL sur les fréquentations des bibliothèques municipales⁴ sont en baisse, échapperons-nous au débat idéologique que sous-tend notre action, s'il est toujours à l'ordre du jour de gagner de nouveaux publics à la fréquentation des bibliothèques ?

1. La lecture du catalogue de l'ADAV, grâce auquel les bibliothèques publiques se fournissent largement, montre cette évolution, si on le compare à celui des premières années de son existence.

2. A propos de ces formules, et sans entrer dans le détail, il me semble que reste posé intégralement le problème du choix des coefficients et des pré-supposés sur lesquels il s'appuie. N'est-ce pas parfois une justification *a posteriori* de choix complexes, dépendant en large part de la subjectivité des bibliothécaires ?

3. De moins en moins certes !

4. Cf. *Bibliothèques municipales, données 1992 - DLL*, janvier 1995.